L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 7 JUIN 1866. Entre les rues Bienville et Conti.

C. F. WEISSE & Cie
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $12; par semestre, $6; par trimestre, $3.
Prix d'un exemplaire, 10 centx.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $4; par semestre, $2.
Prix d'un exemplaire, 10 centx.

Les annonces ordinaires de la page éditoriale paraissent à $1 00 la ligne pour chaque insertion.
Les annonces publiées par intervalles, paraissent comme demandé et payées en conséquence.
Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paraissent pour la somme fixée.
Aux Souscripteurs régulièrement et exactement desservis par nos agents, ou les porte-balloons et devoyeurs, nous ne demandons que le prix de l'abonnement, et ne nous chargeons pas de recouvrements.
Toutes les fois que l'abonnement n'aura pas été payé d'avance, il sera exigé $1 par mois.
Les comptes des personnes n'habitant pas la ville, ou des annonces faites autrement que pour cash, devront être soldés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI MATIN, 7 JUIN.

Toute la force des envois et des départs, celle des transactions, expéditions et correspondances et, en général, tout le mouvement du port est paralysé dans la partie anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par Vos Brothers & Bally—A 11 heures, dans la salle de vente des rues St-Charles et Gravier, sous l'hôtel St-Charles, meubles de la veuve des bureaux du Bateau-Poste, Premier et Deuxième Districts de cette ville.

Sheriff. R. Preston.—A la Bourse des Négociants et des Assurances, un lot de terre situé dans le Troisième District, mesurant soixante pieds d'est front par les rues Clouque et Gravier, Grande Hermance, Coupe et Marigny.

Par C. De Fébre—A la Bourse des Négociants et des Assurances, jolie résidence, rue Esplanade, entre les rues Bourbon, entre l'Avenue des Champs Elysées et le pont Bayou.—Terrain bornant Esplanade à la rue Roman.

Par Jules Denis, Commissaire.—Succession de Mme Adélaïde Lacoste, immédiatement et cheapeux au public.

Par Hillebrand & Co.—Dans leur salle d'encan, au Magasin No 67 rue Magazine, meubles, literie, batterie de cuisine, etc.

Par B. B. Murphy—A 11 h. précises, au magasin No 67 rue Magazine, couverts, cuvelabres, articles dans des cantines.

Par Hy. Gray—A 11 heures, au magasin No 67 rue Magazine, couverts, cuvelabres, articles dans des cantines.

Par Jos. Bell—A 11 heures, au magasin No 67 rue Magazine, tables, bureaux divers, un comptoir, ais et porte.

Par W. H. Hunnell—A sa salle d'encan, rue de Chartres, vente de table de pin, pour cash.

Par Montgomery & Bass—A sa salle d'encan, rue du Canal, un considérable assortiment de meubles. Ils ont aussi de F. Lizer, son fournisseur, grande vente de meubles complets, chevaux de selle et de trait, harnais américains, etc.

Par Montgomery & Bass—A l'entrepôt Bastien, rue Levée, jumbons pleins en cuivre, à la tête de Nouveau Bassin, le patriotic américaine Allen.

Par Thomas, O. & Co.—Au No 16 de la rue de Chartres—considérable stock de chaussures et articles divers.

Par A. Fuller & Co.—Au No 69 de la rue de Conquelet, meubles, chaises, voitures, tables, lits.

Par Montfort & Co.—Au magasin, au No 69 de la rue de Chartres, meubles, literie de toutes sortes, table de cuisine, ustensiles, sans de voyage et autres choses de fer.

Par J. P. Robertson—Au No 62 de la rue Gravier, tables de jeux, fauteuils, cuvelabres, lustres, etc.

Pour payer les différentes dettes de la succession, pleines et pelles, à l'encan, HM McCraven & Co vendra, dans leur salle d'encan, au No 67 rue Magazine, Nouvelle-Orléans, à 11 heures, par order, et à l'intervention des gardiens du port, au profit de qui il appartiendra—Un lot de meubles, pleines et pelles. Pour plus de détails, voir l'empaque publiée dans une autre colonne.

La Loi sur les Taxes des Quatre dernières Années.

Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs, dont un grand nombre doit payer de la dîme contribuable, que l'administration de la ville, M. Hd. Bermudez, vient d'adresser au Législateur du Assistant-Adjutant un rapport où il recommande la reconnaissance de la nullité de la loi sur les taxes payées et non-payées de 1863, 64, 65 et 66. L'avocat de ville, M. Ogden, a également demandé par la cassé de finance, avait lui-même reconnu la validité de cette loi; dans la constitutionnalité avait été de cette décision, désordonné contestée par quelques-uns. Quant à nous, nous n'avons jamais hésité à donner à la loi son véritable caractère. La Législature, en votant, n'a entendu violer aucune pénalité; elle a voulu simplement faire une loi de remise, loi pratique, comme elle en fait beaucoup, et qui, dans le cours de chaque session, en rend, rendered dans de justes limites, n'a jamais donné lieu à aucune plainte constitutionnelle.

Nous ignorons si tout le monde connaît déjà à Lexpuser pour la loi des raisons semblables, mais cette loupeuse pas, parlons que les conseils municipaux de Orléans n'ont pas encore pris connaissance.

Le correspondance M. Hd. Bermudez a rapport au Bureau des Assistant-Aldermen qu'il devait soumettre d'adopter les règles nécessaires pour mettre à exécution la bienfaisante loi du 18 mars, et il n'aperçut que si le Conseil suivait cette recommandation, il ne pourrait pas, avant, cependant tous les taxes de 1865, 64, 65 et 66 soient complétement vendues dans le Trésor de la ville. D'ici aussi notre avis; et pour avoir prompte remède de l'argent, c'est bien le meilleur moyen, et un moyen temps le plus juste.

Comme il n'est pas probable que le Conseil municipal, de son côté, partage l'opinion du maire exécutif de ville, nous devons engager les Pleines à user, par eux-mêmes, en tant de notre que cela concerne, de la loi indulgente de la ville, et d'abrit là le point le plus important. Les frais de procédure, et le coûts sont toujours du tarif, et la commission de la Législature de ville, sont comparativement fort légers qu'on ne saurait imaginer.

Quelque à l'acte d'assistance de taxe, fort peu de fonds, et qui, par la légèreté du temps, est d'une nul intérêt pour la signature ou la cessation de l'Assistant, M. Bermudez se prononce aussi largement que possible pour le principe d'obliger toutes contestées entre le contribuable et le sujet, et il appuyera vous avoir la taxe. Il faut qu'il dise que la jurisprudence et la fonctionnaire judiciaire de l'objet sont de la même opinion. Il la croit si à propos, et il n'a pas d'un droit, un droit de la taxe et de la contribuable. Il n'est pas de la taxe et de la contribuable, et il n'est pas de la taxe et de la contribuable. Il n'est pas de la taxe et de la contribuable.

Nous ne pouvons que nous féliciter de la décision de M. Bermudez, et nous espérons